

Au début, les observateurs n'ont vu dans cette crise manifeste de la dette officielle qu'une urgence financière relativement limitée et temporaire. Il suffisait d'y parer au moyen d'un nouveau programme de prêts «de secours» du FMI et de mesures de stabilisation pour que reprenne le service «normal» de la dette et la croissance de l'économie mondiale. Or, ce scénario optimiste ne s'est jamais réalisé. Au contraire, les choses sont allées de mal en pis. Le total de la dette active, tout comme la valeur de la dette par rapport au PNB, a continué d'augmenter de façon substantielle dans toutes les régions en développement (voir la figure 3). Au moment où les obligations financières de ces pays grossissaient, les arrivées de fonds privés se sont mises brusquement à diminuer en raison des perspectives économiques plus qu'incertaines. Une partie des nouveaux fonds dégagés consistait en ce que l'on a appelé des «prêts involontaires» et ont servi uniquement à payer l'intérêt sur les vieilles dettes. Les pays qui dépendaient en grande partie de l'exportation d'une poignée de produits de base ont dû faire face à certaines des pires baisses de prix depuis la Grande Dépression. Les Canadiens qui vivent dans des régions où l'économie repose sur l'exploitation des ressources comprendront à quel point ce genre d'impasse économique peut être dévastatrice. Les pays en développement n'ont pas tous été aux prises avec un grave déséquilibre de la dette et des recettes, et il ne fait aucun doute que certains s'en sont tirés mieux que d'autres. Cependant, la reprise qui a suivi la récession d'origine monétaire provoquée dans le Nord au début des années 80 s'est manifestée essentiellement dans notre hémisphère et ses retombées ont été très limitées dans les régions les plus pauvres. Au milieu des années 80, près de 70 pays en développement éprouvaient de graves difficultés de remboursement. Ce que l'on avait traité de crise à court terme, limitée à un pays, était devenue un mal chronique dans de nombreux autres.

Les États-Unis ont pris plusieurs séries de mesures notoires, d'abord en octobre 1985 puis en mars 1989, pour tenter de traverser ces dangereux courants internationaux; les résultats ont été, au mieux, partiels et limités. D'autres événements importants sont survenus (la figure 4 présente une chronologie des événements depuis 1982), mais ces programmes américains, qui ont reçu le nom des deux secrétaires au trésor qui les avaient mis de l'avant, ont plus ou moins marqué les étapes de la réaction des pays créditeurs à la crise prolongée de l'endettement des pays en développement. Les concepteurs du «plan Baker» de 1985 ont reconnu qu'il s'agissait d'un problème à long terme et demandé aux banques commerciales et aux institutions financières internationales (IFI) de consentir de nouveaux prêts importants pour financer un «ajustement» à la croissance en fonction du marché. L'obtention de prêts était liée à l'acceptation de programmes approuvés par le FMI. Le plan Baker visait un groupe de 15 des principaux pays en difficulté de paiement, la plupart étant des pays à revenu moyen<sup>8</sup>.

---

8. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Équateur, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie. La Banque mondiale a ensuite ajouté la Jamaïque et le Costa Rica à sa liste de 17 «pays fortement endettés». Cette catégorie de pays, rebaptisés «pays à revenu moyen gravement endettés» dans les tables de l'endettement mondial en 1989-1990 de la Banque, ont vu leur nombre passer à 19 : la Colombie, la Jamaïque, le Nigéria (maintenant classé parmi les pays à faible revenu) et la Yougoslavie en ont été rayés, alors que le Congo, le Honduras, la Hongrie, le Nicaragua, la Pologne et le Sénégal s'y sont ajoutés. Il faut remarquer la présence d'au moins un pays de l'Europe de l'Est sur chacune de ces trois listes.